Delevoye, sommet de l'iceberg des relations incestueuses entre politiques, Macronie, sociétés d'assurances et fonds de pension

… Ou comment Macron et ses ministres préparent le casse le siècle depuis qu'ils sont arrivés au pouvoir.

mercredi 11 décembre 2019, par Jacques COTTA

Pour accompagner la réforme des retraites que la majorité du pays rejette, Président de la république, ministres et conseillers utilisent des éléments de langages éculés. Il s'agirait de leur part de courage en affrontant une opinion hostile au nom du sens des responsabilités. Ils feraient preuve de morale contrairement à tous ces égoïstes centrés sur leurs privilèges dont les régimes spéciaux seraient l'expression du moment. Ils seraient guidés par le sens de l'équité et rien d'autre, évidemment.

Responsabilité, morale, équité… Vraiment ?

Voila que fort judicieusement, les relations entre Macron, ses ministres, son gouvernement et le groupe BlackRock refont surface grâce à plusieurs organes de Presse qu'il sera difficile de disqualifier au nom d'une ligne éditoriale anti gouvernementale systématique. « Libération », Paris-Match, le Canard Enchainé… permettent des recoupements qui éclairent parfaitement l'acharnement macronien sur la question des retraites. BlackRock est le plus grand groupe d'investissement du monde pesant des milliers de milliards et lorgnant sur toutes les sources de profit, dont les retraites des français.

On apprend ainsi, via la presse, que :

- Dés le le 6 juin 2017, le PDG de BlackRock, Larry Fink, « a été reçu en toute discrétion à l'Elysée, par le Président, et à Matignon ».
- Trois semaines plus tard, le 28 juin 2017, Bruno Le Maire rencontre Larry Fink lors d'une visite à New York autour d'un « entretien bilatéral » et d'un « dîner d'attractivité ».
- Le 17 octobre 2017, le gouvernement mandate le Comité action publique 2022 (un groupe d'une trentaine d'experts) pour travailler sur la réforme de l'Etat. Parmi ses membres, on retrouve le président de BlackRock France, Jean-François Cirelli.
- Une semaine plus tard, le 25 octobre 2017, le PDG américain Larry Fink, accompagné de dirigeants de BlackRock et de 21 gestionnaires de fonds, est de retour à Matignon et l'Elysée, lors d'une journée de réception décrite par le « Canard enchaîné". Lors de cette visite, les financiers vont être chaleureusement reçus dans les ors du salon Murat de l'Elysée, où a lieu le Conseil des ministres, pour y assister à des exposés de plusieurs ministres : Muriel Pénicaud, Elisabeth Borne, Bruno Le Maire et Benjamin Griveaux. Le soir, ils dînent avec des ministres et Emmanuel Macron.
- Le 10 juillet 2019, Larry Fink répond également présent à l'appel de l'Elysée.

- Plusieurs rencontres ont lieu en 2018 et 2019, avec des membres du cabinet d'Emmanuel Macron, du Premier ministre, de Pénicaud ou encore à Bercy, sur la loi Pacte précisément, et le plus souvent sur la question des nouveaux dispositifs d'épargne retraite contenus dans ce texte.

Dans une note titrée « Loi pacte : le bon plan retraite » de juin 2019, BlackRock listait même publiquement ses recommandations, notamment au gouvernement français, afin de développer l'épargne retraite. Il s'agit notamment d' « imposer à terme la mise en place des dispositifs d'épargne-retraite de type auto-enrolment (adhésion automatique) »…

Si on excepte la langue de bois qui refuse de dévoiler trop clairement ses intentions, il s'agit pour BlackRock et le gouvernement français de faire main-basse sur les milliards que constituent les pensions des français.

- En septembre 2019, un article des Echos cite un porte parole du fonds de gestion PIMCO qui indique que « La réforme des retraites, à commencer par la loi Pacte, devrait offrir de nouvelles opportunités pour les gestionnaires d'actifs pour servir le marché français ».

Voeux exaucé : la loi Pacte comme le projet de loi retraite font effectivement la part belle aux fonds d'investissement. Entré en vigueur le 1er octobre, le nouveau Plan épargne retraite (PER), qui doit remplacer, à terme, les différents dispositifs existants, est censé rationaliser et développer la retraite par capitalisation en France, avec exonérations fiscales à la clef. Les cadres par exemple, selon leur revenu, ne pourront plus ouvrir de droits à la retraite… Seule solution : souscrire un plan d'épargne retraite…

Ainsi, un jour seulement après que ne soient révélées les frasques de Delevoye dans les fonds financiers et assurances, voila que le sommet de l'état, de Macron à ses conseillers en passant par ses ministres, apparait aux côtés de la bande de malfaisants qui désirent piquer les retraites des français. L'affaire vient donc de loin. Voila en réalité la cohérence de la retraite par points que le premier ministre, au nom de Macron et du gouvernement, désire maintenir coute que coute. Tout le monde sent bien que cela ne pourra se faire sans de nouvelles réactions des salariés, des ouvriers, des retraités comme des jeunes, bref, des opprimés qui refusent tout simplement de « crever parce que telle est la volonté des financiers ».

Responsabilité, morale, équité… Alors ?

Pour le peuple mobilisé, il ne s'agit pas là que de simples éléments de langage. Les valeurs ont un sens, guident l'action, définissent l'objectif. Il suffit d'écouter pour comprendre la double exigence qui s'exprime dans les manifestations, les centres et dépôts en grève. Le retrait pur et simple de la réforme Macron-Philippe-BlackRock et le rejet d'un gouvernement et d'un personnel qui jamais sans doute n'aura été aussi disqualifié et minoritaire.